



PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

*Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes*

*Unité Départementale de l'Isère
Pôle Territorial
Subdivision T4*

Grenoble, le 11 décembre 2019

Référence : 2019-Is072T4

Affaire suivie par : Julia BRECHEISEN
julia.brecheisen@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.76.69.34.32

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

LELY ENVIRONNEMENT à St-Quentin-sur-Isère

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Augmentation ponctuelle sur l'année 2019 de la capacité de stockage annuelle et modification des quantités réceptionnées provenant de la Haute-Savoie

Réf. : Courrier de la société LELY en date du 20 novembre 2019

Raison sociale : LELY ENVIRONNEMENT

Adresse du siège social : 37 rue Pierre Sépard – BP 64
38602 FONTAINE

Adresse de l'établissement : Lieu dit "L'Echaillon"
38210 ST-QUENTIN-SUR-ISERE

Activité principale : Collecte de déchets non dangereux

Code S3IC : 61.3167

Priorité DREAL : PN

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Copie à : T4 (JBR) - Chrono

1. OBJET DU RAPPORT

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), soumis au régime de l'autorisation.

Les activités du site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017. Les chapitres 8.1 et 8.2 des prescriptions qui lui sont annexées définissent respectivement la zone de chalandise de l'installation et sa capacité de stockage annuelle.

5 000 tonnes d'encombrants ultimes non prévus et issus de la métropole Grenoble Alpes Métropole ont été orientés sur l'ISDND. De même, 7 000 tonnes de plus que le prévisionnel ont été réceptionnés par l'ISDND sur les 10 premiers mois de l'année en provenance des exploitants de Savoie et Haute-Savoie, impactés par la reprise économique. Ils sont actuellement confrontés à une problématique de traitement de leurs déchets ultimes sur la fin d'année 2019.

L'exploitant sollicite alors par courrier en date du 20 novembre 2019 une dérogation pour accroissement ponctuel de capacité de déchets réceptionnés sur son installation de Saint-Quentin-sur-Isère à hauteur de 12 000 tonnes pour l'année 2019, venant en complément d'une augmentation ponctuelle de 2 000 tonnes déjà accordée par courrier du préfet en date du 24 juillet 2019. Par ailleurs, la société LELY y a accueilli près de 50 000 tonnes de déchets provenant de la Haute-Savoie entre janvier et juillet 2019, représentant près de 30 % du tonnage annuel total autorisé sur le site tandis que l'arrêté préfectoral susmentionné prévoit que la quantité de déchets provenant des départements de la Haute-Savoie, de l'Ain et de la Drôme soit limitée à 10 % du tonnage maximum autorisé. La société LELY demande donc l'augmentation de cette proportion.

L'étude de cette demande de dérogation ainsi que de la demande de modification fait l'objet du présent rapport, qui conformément à l'article R 181-46 II du code de l'environnement, analyse le caractère notable et substantiel des modifications demandées.

2. ORIGINE DE LA DEMANDE DE DEROGATION

L'augmentation significative en 2019 des quantités de déchets traitées par les centres de tri de Haute-Savoie des sociétés EXCOFFIER et VIGNIER génère une augmentation des quantités de déchets ultimes liées aux refus de tri qui ne trouvent pas d'exutoires suffisants.

Ainsi, compte-tenu des difficultés pour les exploitants des centres de tri en Haute-Savoie de trouver un exutoire à leurs déchets ultimes et de la proximité du site de Saint-Quentin-sur-Isère avec ce département, la société LELY a accueilli près de 50 000 tonnes de déchets provenant de la Haute-Savoie entre janvier et juillet 2019. Ceci représente environ 30 % du tonnage annuel total autorisé sur le site tandis que l'arrêté préfectoral susmentionné prévoit que la quantité de déchets provenant des départements de la Haute-Savoie, de l'Ain et de la Drôme soit limitée à 10 % du tonnage maximum autorisé. La société LELY demande donc l'augmentation de cette prescription à 35 %, afin que la valeur soit adaptée à la réalité des flux de déchet, tout en privilégiant le principe de proximité entre le site de production des déchets et le site de traitement.

En raison de problèmes d'exploitation de l'usine d'incinération Athanor sur les mois de mars, avril, mai et septembre 2019, 5 000 tonnes d'encombrants ultimes issus de la métropole Grenoble Alpes Métropole ont été orientés sur l'installation de stockage sans que cela ne soit prévu initialement, et 7 000 tonnes de plus que le prévisionnel ont été réceptionnés en provenance des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie.

La société LELY, dans son courrier du 20 novembre 2019 adressé à monsieur le préfet, sollicite une dérogation pour accroissement ponctuel de capacité de déchets sur son centre de Saint-Quentin-sur-Isère à hauteur de 12 000 tonnes pour l'année 2019, ainsi qu'une modification de la quantité maximale de déchets provenant des départements de la Haute-Savoie, de la Drôme et de l'Ain.

3. AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La société Lely Environnement a été contactée par des exploitants de centre de tri du département de la Haute-Savoie ne trouvant pas de sites de traitement acceptant de prendre en charge leurs déchets ultimes, VIGNIER a notamment sollicité fin novembre plusieurs sites dont Organom à Viriat dans l'Ain, Suez à Satolas-et-Bonce dans le Rhône, Véolia à Chatuzange-le-Goubet dans la Drôme.

Aujourd'hui, leurs sites arrivent à saturation. Cette situation n'est pas satisfaisante tant d'un point de vue technique, (avec des risques accrus liés notamment au risque d'incendie et de possibles non-conformités) que d'un point de vue organisationnel.

La prise en charge de déchets supplémentaires le site LELY de Saint-Quentin-sur-Isère ne modifiera pas l'emprise de l'ISDND. Elle engendrera une augmentation ponctuelle des déchets stockés en 2019 d'environ 9 %, sans augmenter la capacité globale du site sur la durée globale de l'autorisation, sans aucune modification des conditions d'exploitation de cet ISDND.

A noter également que la capacité annuelle autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2017 était en baisse par rapport à celles autorisées antérieurement (200 000 tonnes en 2018). Cette baisse résulte d'une politique de contrôle et de tri des déchets entrants avec la mise en place sur le site de Saint-Quentin-sur-Isère d'une plateforme de réception et de tri complémentaire. La modification n'engendrera pas d'augmentation de l'impact concernant les habitats naturels, la faune et la flore. Elle n'apportera pas de nuisances paysagères supplémentaires. Concernant les effets sur la santé publique, l'augmentation de l'ordre du tonnage pour l'année 2019 aura un impact modéré sur la production de biogaz et sur le trafic lié au transport de déchets.

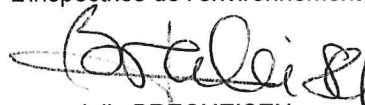
Considérant le caractère exceptionnel de la situation liée aux difficultés d'exploitation de l'usine d'incinération d'Athador, aux difficultés d'exploitation des sites gérés par les sociétés EXCOFFIER et VIGNIER, à la saturation de plusieurs exutoires sur la zone de chalandise, et à l'absence d'impact supplémentaire notable pour le site de la société LELY, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet d'accorder une dérogation pour un accroissement de capacité de déchets réceptionnés sur le site LELY de Saint-Quentin-en-Isère en 2019 à hauteur de 12 000 tonnes au maximum, ainsi que d'autoriser la modification de la répartition des déchets arrivant sur le site entre les différents départements de la zone de chalandise. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport.

A noter que les déchets supplémentaires réceptionnés ne pourront être que des déchets ultimes. De plus, une actualisation du montant des garanties financières devra être proposée par l'exploitant.

En application de l'article R.181-45 le préfet peut solliciter l'avis de la commission départementale des risques technologiques et sanitaires sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article L.181-14. Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus (urgence de la situation et absence d'impact supplémentaire), nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

En application de l'article R.181-40 du code de l'environnement le projet d'arrêté proposé doit être communiqué au pétitionnaire qui dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations éventuelles.

L'inspectrice de l'environnement



Julia BRÉCHEISEN

*Vérifié, approuvé et transmis à monsieur
le préfet de l'Isère*

Pour la directrice, le

